

OBSERVATOIRE DES ARMEMENTS



Créé en 1984, sous le nom de Centre de Recherche sur la Paix et les Conflits (CDRPC), l'Observatoire des armements a pour objectif d'étayer les travaux de la société civile sur les questions de défense et de sécurité, et ce dans la perspective d'une démilitarisation progressive. L'Observatoire travaille sur 2 axes prioritaires : les transferts et l'industrie d'armement ; les armes nucléaires et leurs conséquences.

Quel constat faites-vous de la réalité vécue, dans votre champ d'action habituel, durant cette période inédite ?

Durant cette période inédite de pandémie mondiale, notre champ d'action a été souvent mis de côté par les médias traditionnels. En effet, la question de l'impact du militaire sur notre organisation sociale, sur l'économie et sur l'environnement n'est pas apparue comme un sujet devant être remis en cause et débattu. Nous avons constaté que les conflits actuels en Syrie ou au Yémen, entre autres, passaient au second plan. Par contre, nous avons été très choqués que le Président de la République et son gouvernement utilisent cette expression répétée à plusieurs reprises : « *Nous sommes en guerre...* » Il aurait plutôt fallu dire : nous n'avons guère de moyens, guère de masques, guère de respirateurs, guère de place dans les hôpitaux...

CRHA est attaché au programme du Conseil National de la Résistance. Pensez-vous que celui-ci une fois actualisé puisse ouvrir un chemin pour un autre avenir ?

Même si notre champ d'action est très ciblé, notre association reste attachée au programme du Conseil National de la Résistance et, ainsi, nous nous inscrivons dans la perspective d'une société sociale, solidaire et fraternelle. Cette crise sanitaire ouvre une période de forte incertitude et nous proposons 4 enjeux clés :

- La justice sociale ;
- L'urgence écologique ;
- L'impératif démocratique ;
- Un désarmement progressif.

En partant de notre d'action et en visant la justice sociale, nous proposons que la France réduise la place du militaire dans ses dépenses, en changeant de politique de défense afin d'aller vers une politique de désarmement progressif plus favorable à des investissements sociaux et sanitaires.

La France pourrait déjà, dans un premier temps, s'engager vers un processus de signature et de ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Rien que sur ce point de la dissuasion nucléaire française, nous pouvons citer quelques chiffres : en 2020, 4,7 milliards d'euros de dépenses publiques sont alloués aux armes nucléaires, alors même que les capacités médicales surgies au cours de cette grave crise sanitaire sont cruellement manquantes. Dans trois ans, si rien n'est fait, ce budget dépassera les 6 milliards d'euros.

Sur l'urgence écologique, nous oublions souvent que la guerre et sa préparation sont bien sûr un désastre humain mais aussi un désastre écologique. Le changement

climatique fait peser une menace sur l'humanité mais les armes nucléaires et conventionnelles peuvent être aussi une menace encore plus effrayante et immédiate. Les seules guerres qui protègent l'environnement sont celles qui ne sont pas préparées. De ce fait, il est indispensable, comme le fait depuis longtemps l'Observatoire, d'agir pour le désarmement.

De même, la transparence n'a jamais été la spécialité de « la grande muette »¹ mais, sous la V^e République où le pouvoir présidentiel est considérable sur tout ce qui concerne les décisions militaires, cette transparence est quasi inexistante. Le Parlement est à peine informé et ne prend aucune véritable décision dans ce domaine. Il est donc impératif que le domaine militaire ne reste pas seulement au bon vouloir du « prince » et pour ce faire nous exigeons, dans un premier temps, un contrôle plus important des représentants parlementaires. Cet impératif démocratique doit d'urgence être enfin intégré dans le fonctionnement institutionnel de notre pays. Les citoyens doivent aussi prendre leurs responsabilités et un des principaux objectifs de l'Observatoire est de jouer ce rôle d'information et de communication auprès d'eux.

Selon vous, quelles mesures seraient impératives pour que le jour d'après ne ressemble pas au jour d'avant ?

En 2019, près de 2 000 milliards de dollars ont été investis en dépenses militaires mondiales par les États au premier rang desquelles les États-Unis. La France arrive en 6^{ème} position avec, toutefois, un budget militaire qui s'élève à 35,8 milliards d'euros (hors pensions). Quelques chiffres significatifs : un missile M51 représente 120 millions d'euros ce qui équivaut au salaire brut annuel de 7 500 infirmières ou à 24 000 respirateurs médicaux tout en sachant qu'un seul sous-marin militaire français est porteur de 16 M51 dont chacun porte 6 bombes atomiques.

Ces chiffres donnent le vertige et, en cette période de pandémie, nous donnent un aperçu de ce que l'on pourrait faire en matière sociale, sanitaire, environnementale et humaine avec même, seulement un tout petit pourcentage de ces budgets gigantesques.

Il nous semble qu'il serait plus intelligent d'investir dans quelques possibilités de reconversion de l'industrie d'armement (une industrie souvent techniquement performante qui pourrait être réorientée vers d'autres secteurs civils) et d'aller aussi vers une production diversifiée et pas seulement basée sur le tout militaire. Et surtout, il ne faudrait pas que, comme les lobbys des industries polluantes qui veulent tirer profit de la « crise du coronavirus » pour obtenir des subventions publiques en réclamant en même temps l'assouplissement des régulations environnementales, les industries d'armement veulent de leur côté leur part de gâteau sans se soucier des désastres sociaux et humains que va entraîner cette crise sanitaire.

Il ne faut pas non plus oublier qu'en 2019, la France est redevenue troisième exportateur d'armement du monde ! Certes, nous sommes loin derrière les USA et la Russie mais avec 7,9 % du marché, nous avons effectué un bond colossal. Ces quatre dernières années, nous avons vendu 72 % de plus qu'au cours de la période 2010-2014. Des armes vendues pour être utilisées dans les différents conflits sur la planète... Il serait temps de réfléchir autrement après cette crise sanitaire et de ne pas continuer comme si rien ne s'était passé, même dans le domaine des dépenses militaires et des transferts d'armements toujours autant scandaleux.

1 La grande muette, c'est l'Armée française, puisqu'elle n'a pas le droit, en théorie du moins, de se prononcer sur les choix politiques faits. Elle doit se contenter d'obéir aux ordres qu'elle reçoit (*Note de CRHA*)

Pour notre association, un autre sujet de préoccupation est apparu depuis deux ans avec la mise en place du Service national universel (SNU). En pleine catastrophe sanitaire du coronavirus, Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse, a annoncé dans la presse : *« Le SNU a pour objectif de déployer l'engagement des jeunes au service de leur pays et il serait incompréhensible que le SNU n'ait pas lieu cette année où nous avons tant besoin de cet engagement »*. Il nous semble dangereux que les 30 000 jeunes mineurs (autour de 16 ans), pour le moment volontaires, recrutés cette année pour effectuer ce fameux SNU, soient utilisés *« dans des missions d'intérêt général où les jeunes pourront s'engager auprès d'association ou d'un corps en uniforme pour venir en aide aux Français »*. Si cela se met en place fin juillet, il nous semble urgent d'alerter sur les risques et les dangers auxquels seraient exposés ces jeunes inexpérimentés.

Ce SNU, que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans, nous semble surtout une opération de soumission de la jeunesse et apparaît comme un renforcement de la militarisation de la société. Le gouvernement nous dit qu'il faut que les jeunes s'engagent mais n'est-ce pas déjà souvent le cas comme, par exemple, en s'engageant pour lutter contre le racisme ou pour que cesse la destruction de la terre. Dans tous les cas, ce n'est pas à l'État de les forcer à s'engager !

Alors que l'épisode du Covid-19 met à nu toutes les fragilités générées par notre système de production industrielle, de consommation de masse et d'urbanisation à outrance, c'est la réponse sécuritaire qui a été privilégiée. Pour lutter contre le virus, le gouvernement fait le choix d'utiliser des technologies de surveillance et de contrôle social : système de fichier « centralisant » les notifications des personnes malades, contrôles de police, déploiement des drones, application mobile à laquelle contribuent des sociétés impliquées dans le monde militaire (Dassault Systems, SopraSteria).

À court terme, il faut que les citoyens et parlementaires puissent contrôler l'usage de ces technologies que la France exporte de longue date à l'étranger pour réprimer les mouvements sociaux (Égypte, Syrie, Maroc, Angola...).

À moyen et long terme, il nous faut inventer une politique de « sécurité » qui ne repose pas sur la peur de l'autre et le contrôle policier et militaire, produit en partie de cette toute-puissance du pouvoir exécutif. Au contraire, pour recréer du lien entre les gens, la sécurité doit se fonder sur la confiance dans les associations et communautés locales, l'échange et le partage des connaissances entre les citoyens.

Enfin, elle ne peut se bâtir que sur des solutions de long terme : décroissance, transition écologique et lutte contre les injustices, seules à même de lutter contre les déséquilibres mondiaux.